

PRÉFECTURE  
DE LA  
DORDOGNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ · ÉGALITÉ · FRATERNITÉ

DIRECTION  
DES  
ACTIONS DE L'ÉTAT

BUREAU DE L'URBANISME  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

RÉFÉRENCE A RAPPELER

N°	910404
DATE	FS/CN

ARRÊTE

autorisant le changement d'exploitant d'une carrière  
à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la Commune de

SAINT AVIT SENIEUR

\*

LE PREFET DE LA DORDOGNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

\*

- VU le Code Minier et notamment son article 106 ;
- VU le décret n° 79.1108 du 20 Décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article 28 ;
- VU le décret n° 85.448 du 23 Avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et modifiant diverses dispositions prises en application du Code Minier ;
- VU le décret n° 80.330 du 7 Mai 1980 relatif à la Police des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 80.331 portant règlement général des Industries Extractives ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 Septembre 1985 autorisant Monsieur Yves SEGALA à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire au lieu-dit "Guillaumy" sur le territoire de la Commune de ST AVIT SENIEUR ;
- VU la demande présentée le 21 Janvier 1991 et enregistrée le 25 Janvier 1991 par laquelle M. Paul PAILLET, domiciliée à SAINT AVIT SENIEUR, sollicite l'autorisation d'exploiter ladite carrière ;
- VU l'acte de cession du droit d'exploitation de la carrière établi par Monsieur Yves SEGALA au profit de Monsieur Paul PAILLET ;
- VU l'avis exprimé par M. le Maire de SAINT AVIT SENIEUR au cours de l'instruction réglementaire ;
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche Aquitaine ;
- SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la DORDOGNE,

.../...

- A R R E T E -

ARTICLE 1er : Monsieur Paul PAILLET, domicilié à "La Moulinotte" sur la Commune de SAINT AVIT SENIEUR, est autorisé à exploiter la carrière à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la Commune de SAINT AVIT SENIEUR, au lieu-dit "Guillaumy", dont l'exploitation a été précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 13 Septembre 1985 au bénéfice de Monsieur Yves SEGALA.

ARTICLE 2 : Conformément au plan joint à la demande, lequel restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées dans la section C sous les n° 629, 639, 640 et 641.

La superficie globale approximative s'élève à 2 ha 45 a 31 ca.

L'autorisation d'exploiter est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de dix ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 5 Décembre 1975.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

ARTICLE 3 : La présente autorisation vaut pour une exploitation satisfaisant dans ses caractéristiques aux modalités énoncées dans la demande.

ARTICLE 4 : Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de police prescrites en application de l'article 84 du Code Minier, l'exploitation sera conduite et les terrains exploités seront réaménagés conformément aux dispositions et mesures particulières énumérées ci-après :

a) La hauteur totale du front de taille ne dépassera pas 10 m compte tenu d'une épaisseur de terres de découverte de 4 m.

b) L'accès à la carrière sera convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne devront pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Avant le début de l'exploitation des panneaux devront être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux.

c) L'exploitation sera entourée d'une clôture robuste maintenue en bon état.

En application de l'article 1er du Titre "Sécurité et Salubrité Publiques SSP-1-R" du Règlement Général des Industries Extractives, les bords des excavations devront être établis et tenus à une distance horizontale de 10 mètres au moins des limites de la zone dont l'exploitation est autorisée ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses signaleront la présence de la carrière.

Toutes précautions seront prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptible de polluer les eaux superficielles et souterraines.

L'exploitation, le mouvement des terres de découverte, la remise en état des lieux se feront dans les conditions prévues et décrites dans le document étude d'impact joint au dossier du demandeur et plus particulièrement :

- Les terres de recouvrement seront stockées au fur et à mesure de leur enlèvement pour être réutilisées comme il est indiqué ci-après :

- Le bénéficiaire de l'autorisation procédera en cours et en fin d'exploitation au régalaage des déchets de l'exploitation sur le plancher de la carrière. Les îlots délaissés seront arasés ;

- les terres de recouvrement seront ensuite réparties de façon uniforme sur toute la surface ;

- les parois de l'excavation seront aménagées de façon à présenter toutes garanties de stabilité, et soigneusement purgées de tout élément en équilibre instable ;

- les lieux seront tenus et laissés en parfait état de propreté.

ARTICLE 5 : La présente autorisation ne dispense pas, le cas échéant, le demandeur de régulariser la situation de son entreprise au regard des dispositions de la loi du 19 Juillet 1976 sur les Installations Classées pour la protection de l'environnement.

Dans le cas du traitement des matériaux par voie humide, le rejet des eaux résiduaires devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle du 6 Juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des Installations Classées.

ARTICLE 6 : Des panneaux A 14 seront placés aux endroits appropriés. Le matériau extrait sera transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation. L'exploitant prendra toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

ARTICLE 7 : En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant devra, conformément aux termes de la loi validée du 27 Septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques, avertir M. le Maire de SAINT AVIT SENIEUR, qui avisera le service intéressé de la Préfecture afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

ARTICLE 8 : Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées, devra faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 9 : Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du Code Minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait pourra être prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

ARTICLE 10 : La cessation définitive des travaux ou l'arrêt de l'exploitation consécutif à l'épuisement du gisement devront faire l'objet d'une déclaration d'abandon de travaux adressée au moins 4 mois avant la fin de la remise en état des lieux, au service compétent de la Préfecture, conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n° 79.1108 du 20 Décembre 1979.

ARTICLE 11 : L'exploitant se conformera aux règlements relatifs à la voirie des collectivités locales en ce qui concerne sa contribution à la remise en état des voies départementales et communales empruntées pour les besoins de son exploitation.

Une convention sera établie. Elle définira les conditions d'utilisation et d'entretien des voies communales empruntées pour la desserte de l'exploitation.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Paul PAILLET domicilié à SAINT AVIT SENIEUR.

Il sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un extrait en sera publié aux frais du pétitionnaire dans un journal local et affiché dans la Commune de SAINT AVIT SENIEUR par les soins du Maire.

ARTICLE 13 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la DORDOGNE,  
M. le Sous-Préfet de BERGERAC,  
M. le Maire de la Commune de SAINT AVIT SENIEUR,  
M. le Directeur Départemental de l'Equipement,  
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture,  
M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche Aquitaine,  
M. le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A PERIGUEUX, le

22 MARS 1997

Le Préfet,

Pour le Préfet  
et par délégation  
le Secrétaire Général,

Domard JOURDAN

Pour ampliation  
Pour le Préfet  
le Chef de Bureau délégué,

*Chalant*  
G. VALENTIN

